

CP Fédération de Paris LDH 30/01/2023

Halte aux mesures bâillon contre les opposants au régime algérien à Paris !

Alors que la dégradation de la situation des droits de l'Homme en Algérie est dénoncée par nombre d'organisations non gouvernementales (dont la [LDH](#)), la Fédération de Paris de la Ligue des droits de l'Homme s'indigne contre les pratiques abusives de la préfecture de police pour museler l'expression des soutiens au Hirak à Paris.

Les rassemblements le dimanche place de la République sont déclarés en préfecture : le préfet de police a d'abord pris des arrêtés d'interdiction. Ceux-ci ayant été censurés par le juge des référés administratif, le préfet a éprouvé d'autres techniques, dont une inédite : des arrêtés ont été pris pour interdire de dépasser 81 décibels à 10 mètres du rassemblement, ce qui correspond à une personne parlant fort sans micro. Les verbalisations pleuvent contre les organisateurs. La LDH a [attaqué en justice](#) cette interdiction indirecte de manifester, contraire à la liberté d'expression collective des idées et opinions.

Des violences ont été exercées par des policiers contre les organisateurs. Le matériel a été confisqué plusieurs fois dont encore ce dimanche.

Pendant que le pouvoir algérien dissout la Ligue algérienne des droits de l'Homme, qu'il emprisonne les opposants, les journalistes et défenseurs des droits, voici que le préfet de police réprime et bâillonne les opposants au régime algérien à Paris, à la veille de la date anniversaire du début du Hirak (février 2019).

La Fédération de Paris de la LDH dénonce fermement ces pratiques contraires à la démocratie.